



[REPLAY FRANCE2] Les 4 vérités - Laurent Berger

Jeff Wittenberg reçoit Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT.

De nouvelles restrictions apparaissent inévitables, avec l'extension de l'épidémie, Emmanuel Macron lors de son interview du mercredi 14 octobre fera des annonces pour le pays. Nouveaux confinements locaux ? Non exclu par le Premier ministre, couvre-feu ?

Le pays déjà secoué par une crise économique et sociale sans précédent est-elle capable de supporter un nouveau tour de vis ?

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT est dans les 4 vérités.

Covid-10 : la crise sociale aussi

« Le pays est fatigué psychologiquement, surtout les soignants. » commence le secrétaire national de la CFDT, qui revient sur le nombre important de cas de contaminations en France et sur le manque de lits de réanimations. « La situation actuelle dans les hôpitaux et ce qui est annoncé dans les 15 prochains jours est alarmant. Il faudrait réfléchir de ce côté-là : voulons-nous, à nouveau, des hôpitaux surchargés, du personnel médical complètement malmené et une incapacité finalement à faire face. Je crois qu'il faut prendre des mesures individuelles et strictes. »

Les conséquences nées de cette pandémie sont la forte hausse de la pauvreté. D'ici la fin de l'année 2020, la France comptera un million de personnes en plus vivant sous le seuil de pauvreté dite « monétaire ».

Jean Castex a déclaré qu'il ferait des annonces en ce sens pour la Journée nationale de lutte contre la pauvreté.

« Avec la crise sanitaire, la pauvreté a explosé. Il suffit d'aller dans les files de distribution alimentaire pour s'en rendre compte. Nous demandons un 'chèque relance' de 500 euros qui permettrait aux ménages les plus modestes, de faire face à la situation. Il y a aujourd'hui des difficultés pour se nourrir, demain la situation évoluera sur le logement. Nous demandons également une revalorisation du RSA et la création d'un 'RSA jeune' qui sont les plus touchés par cette crise, le Premier ministre a rejeté ces propositions. Il manque dans ce plan de relance, des actions particulières envers ceux qui sont le plus en difficulté, 5 à 7% de la population. »

Crise : toujours plus d'inégalités

L'Assemblée nationale commence l'examen du projet de loi de finance. L'un des temps forts de ce projet est la baisse des impôts de production pour les entreprises que le gouvernement justifie par un coup de pouce à la compétitivité. Cependant, aucune contrepartie n'est demandée a déclaré Bruno Le Maire.

Une déclaration que ne comprend pas Laurent Berger.

« La CFDT dit depuis le mois de mars qu'il faut aider les entreprises pour qu'elles se tiennent à flot, par contre il faut qu'elles rendent des comptes, qu'il y ait un contrôle social sur l'utilisation de ces aides. On ne peut plus distribuer un certain nombre de soutiens aux entreprises sans que les représentants des salariés ne puissent dire si oui ou non, ces aides sont utilisées à bon escient c'est-à-dire pour créer de l'emploi, pour s'inscrire dans la transition écologique ou pour redistribuer de la richesse lorsque celles-ci en produisent. »

FRANCE2

